

Préface

La réponse au COVID-19 a constitué un défi sans précédent pour les pays de l'OCDE – tant en raison de l'ampleur de la crise que de la gravité de ses conséquences sur la santé, l'économie, la continuité pédagogique et plus généralement sur le bien-être des citoyens. Comme nous l'avons vu, la crise a aussi mis en lumière des problèmes structurels et sociaux, parmi lesquels l'érosion de la confiance de la population à l'égard des pouvoirs publics et de l'avis des experts. Face à cette situation, les pays de l'OCDE ont déployé dans un délai relativement court d'importants moyens humains, financiers et techniques pour gérer et atténuer les conséquences de la crise.

Pour renforcer leur résilience aux crises de grande envergure, les pays doivent aujourd'hui tirer les leçons de cette période et comprendre ce qui a fonctionné (ou pas), pour quoi et pour qui. Pour cela, l'OCDE a développé un cadre analytique permettant d'évaluer la réponse des pouvoirs publics face au COVID-19 selon trois axes : la préparation à la pandémie, la gestion de la crise, et les politiques de réponse et de reprise. Le Luxembourg est le premier pays à inviter l'OCDE à appliquer ce cadre analytique et ainsi à évaluer de façon compréhensive ses réponses à la pandémie du coronavirus.

La réponse des pouvoirs publics luxembourgeois à la crise, pilotée au plus haut niveau du gouvernement, a été particulièrement agile. Que ce soit en matière de santé publique, de continuité pédagogique, d'économie ou de marché du travail, cette agilité d'action stratégique a permis de sauvegarder la continuité de la vie de la nation et de minimiser les impacts directs de la pandémie. Le Luxembourg a pu s'appuyer pour cela sur un système de gestion des risques mature et a bénéficié d'une implication très active du Parlement.

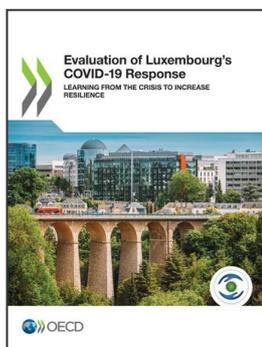
Dans un monde où les crises d'envergure sont amenées à se répéter plus fréquemment, le maintien d'une confiance élevée dans l'action des pouvoirs publics passera par une participation accrue de la société civile à la gestion de crise. La lutte contre les inégalités, qu'elles soient scolaires ou de revenus, est aussi un facteur essentiel d'une reprise durable et inclusive. Les conclusions et recommandations de ce rapport guideront les pouvoirs publics dans ces efforts.

Ce rapport est une étape importante dans la construction d'une base de données solide sur les réponses politiques au COVID-19, et servira de ressource précieuse pour le Luxembourg et ses pairs.



Mathias Cormann

Le Secrétaire Général, OCDE



Extrait de :

Evaluation of Luxembourg's COVID-19 Response Learning from the Crisis to Increase Resilience

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/2c78c89f-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Préface », dans *Evaluation of Luxembourg's COVID-19 Response : Learning from the Crisis to Increase Resilience*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f91be729-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.